

Des choix stratégiques dans l'intervention auprès des jeunes en milieu scolaire

JASP 2006

Micheline Séguin Bernier M.Sc, Dt.P. Adm.A., CMC, CHE

Agence de la santé et des services sociaux de la
Mauricie et du Centre-du-Québec

1

Plan de présentation

- Pourquoi une politique alimentaire cadre
- Les six questions permettant de situer les enjeux
- Échanges et questions



2

Cette présentation a été effectuée le 27 octobre 2006, au cours du Symposium "Les politiques publiques favorables à la santé : lorsque connaissances, politiques et valeurs sont en jeu" dans le cadre des Journées annuelles de santé publique (JASP) 2006. L'ensemble des présentations est disponible sur le site Web des JASP, à l'adresse <http://www.inspq.qc.ca/jasp>.

Pourquoi une politique cadre ?

Le gouvernement du Québec dans sa *Stratégie d'action jeunesse 2006-2009* identifie comme une de ses pistes d'actions:

L'élimination de la malbouffe dans les écoles en adoptant une politique cadre en matière d'alimentation

3

Volonté politique ?

LA PRESSE, 2 décembre 2004, A1-6

Québec veut éliminer la malbouffe des écoles

SARA CHAMPAGNE

L'époque des machines distributrices de croustilles et de boissons gazeuses sera bientôt révolue dans les écoles du Québec. Le gouvernement Charrest travaille à l'élaboration d'une politique alimentaire qui devrait entrer en vigueur dès juin 2005, a appris *La Presse*.

La politique, qui englobera plusieurs mesures, pourrait également

Par exemple, la Commission scolaire de Montréal (CSDM), qui peut se targuer d'avoir une des politiques alimentaires les plus sévères au Québec, a mis en place une équipe de diététistes voyant à la formation des élèves. L'année dernière, les machines à malbouffe ont été retirées des écoles. Les parents ont même

térégie, la dire adopté une po Des bonnes l' sont toutefois l'endemain. s'acheter de cantine me avec les re quer l'in vendre de l'éco du co

4

Le problème identifié.

Dans la *Stratégie d'action jeunesse* le problème est identifié comme suit:

Trop de jeunes ne pratiquent pas suffisamment d'activités physiques ou ne consomment pas les cinq portions de fruits et les légumes recommandés quotidiennement.

5



6

[Les résultats de recherches indiquent:]

- 45 % des jeunes ne consomment pas les 5 portions de fruits et de légumes quotidiennement;
- *L'Enquête sociale et de santé auprès des enfants et adolescents québécois - volet nutrition* présente un tableau beaucoup plus précis de l'étendue du problème.

7

[MAIS ...]

Avant de choisir une stratégie d'action il faut se questionner afin d'identifier les différents enjeux.

8

Les six questions permettant d'identifier les enjeux

1. Est-ce que le problème identifié nécessite la mise en place d'une politique cadre ?
2. Est-ce que la communauté est sensibilisée au problème identifié nécessitant une telle politique ?
3. Est-ce que la communauté démontre une réceptivité à une telle politique ?

9

Les six questions permettant d'identifier les enjeux (suite)

4. Quel est le niveau de capacité à développer et à implanter une politique dans la communauté ?
5. Est-ce que les gens sont prêts à intégrer et à appliquer une telle politique comme solution au problème ?
6. Quels sont les rôles du régional et du local dans l'implantation d'une telle politique

10

Opinion publique

LA PRESSE, 5 décembre 2005, A1-17

Sondage CROP-La Presse-Radio-Canada

REJET MASSIF DE LA MALBOUFFE À L'ÉCOLE

Les Québécois sont prêts à payer plus cher pour que leurs enfants mangent sainement

ARIANE KROL

Pas de doute, les Québécois en ont ras le bol de la malbouffe à l'école. Pratiquement les trois quarts d'entre eux réclament que

Méfiance dans l'assiette

La nourriture servie aux enfants n'est pas la seule source d'inquiétude. Plus de la moitié des répondants (61 %) considèrent que la mondialisation rend la qualité et l'innocuité des aliments de plus en

11

1. Est-ce que le problème identifié nécessite la mise en place d'une politique cadre ?

L'implantation d'une politique cadre en matière de nutrition doit donc répondre aux problèmes de santé publique :

- ayant des répercussions à long terme sur la santé et le bien-être de la population;
- ayant des répercussions financières sur le système de santé.

12

* LA VOIX DE L'EST, 3 décembre 2004, 6

Malbouffe: une question de prévention

Une politique alimentaire pourrait voir le jour au Québec dès 2005

GRANBY

Même si le gouvernement retire les machines distributrices de junk food des écoles, les élèves continueront d'aller s'approvisionner allègrement au dépanneur, croient deux diététistes.

biliser les jeunes, mais aussi les parents. Ça part beaucoup aussi de ce que les jeunes mangent à la maison», explique-t-elle.

Selon la diététiste, il est possible de modifier les habitudes alimentaires des jeunes en les entretenant des conséquences à court terme qu'ils viennent en s'alimen-

Pas de Coke avant 16 heures

Afin de limiter la malbouffe dans ses murs, la commission scolaire du Val-des-Cerfs s'est dotée d'une politique alimentaire en juillet 1999. «On a déjà une politique qui demande aux traiteurs d'offrir une

13

2. Est-ce que la communauté est sensibilisée au problème identifié nécessitant une telle politique ?

- 94 % des canadiens reconnaissent que le nombre d'enfants inactifs et qui ont un excès de poids représente un grave problème de santé au Canada.
- 76 % des parents a identifié comme une de leurs priorités pour leurs enfants de 6 à 12 ans, manger et boire sainement.

14

Proportion de parents assez/très soucieux des objectifs pour leurs enfants de 6 à 12 ans.



15

3. Est-ce que la communauté démontre une réceptivité à une telle politique ?

- Oui, la population est réceptive à l'implantation d'une politique alimentaire en milieu scolaire.
- Actuellement, plusieurs provinces canadiennes et pays ont déjà implantées des politiques alimentaires.

16

4. Quel est le niveau de capacité à développer et à implanter une politique dans le milieu scolaire ?

- Volonté politique à l'implantation d'une politique alimentaire cadre;
- Formation d'un groupe de travail pluridisciplinaire: éducation - santé;
- Volonté de tous les acteurs à réaliser un environnement alimentaire favorable à l'acquisition de saines habitudes alimentaires.

Et ce à tous les niveaux: national, régional et local.

17

5. Est-ce que les gens sont prêts à intégrer et à appliquer une telle politique comme solution au problème?

Oui,
mais ils
doivent être
informés
et
mobilisés.



18

* LE SOLEIL, 16 août 2006, 3

L'éducation d'abord pour lutter contre la malbouffe

Gilbert Leduc
gleduc@lesoleil.com

S'il lui arrive d'être dépassé par les « débordements poutinesques » commis par ses proches, le

Par ailleurs, le gouvernement ne peut quand même pas empêcher tous les McDonald's de ce monde de vendre leurs produits, note M. Couillard. Pas plus qu'il est de son intention d'interdire la diffusion de messages publici-

19

6. Quels sont les rôles du régional et du local dans l'implantation d'une telle politique ?

Aux niveaux régional et local:

- Favoriser la contribution de tous les acteurs en vue de promouvoir une saine alimentation et l'activité physique;
- Créer des environnements propices, de concevoir et d'utiliser des outils adaptés;
- Informer les jeunes et leurs parents, les gestionnaires du milieu, les professeurs et les employés des services alimentaires;

Et plus particulièrement au niveau local:

- Rendre disponible les choix santé à l'école dans toutes les occasions.

20

En conclusion



La promotion de saines habitudes de vie dont l'alimentation par une politique alimentaire cadre est un **choix stratégique**.

Il faut s'assurer que faire le choix santé est le choix le plus facile.

21

Bibliographie

- Gouv. du Québec, *Investir pour l'avenir, Plan d'action gouvernemental, 2006-2012*
- Gouvernement du Québec, *Pour une jeunesse engagée dans sa réussite, Stratégie d'action jeunesse, 2006-2009.*
- Institut de la statistique du Québec, *Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois, volet alimentation.* Juin 2004
- Tufts University Centre on Hunger, *Poverty and Nutrition Policy*, 1994

22

Bibliographie (suite)

- Ipsos-Reid, *More than nine in ten (94 %) Canadians think the number of over weight and inactive children is a serious health issue.* Sondage effectué pour le compte du magazine Today's Parent. Octobre 2004
- Ipsos-Reid, *Parent's Attitudes And Behaviours Regarding Healthy For Their Children.* Étude menée pour le compte des Diététistes du Canada. Octobre 2004
- Les Diététistes du Canada, *Tour de table sur l'alimentation et la vie saine. Le poids santé des enfants: le point de vue des parents.* Printemps 2005

23

Des choix stratégiques dans
l'intervention auprès des jeunes
en milieu scolaire

MERCI

QUESTIONS ET ÉCHANGE

24